

Le camp de réfugiés
de Za'atri, en
Jordanie.



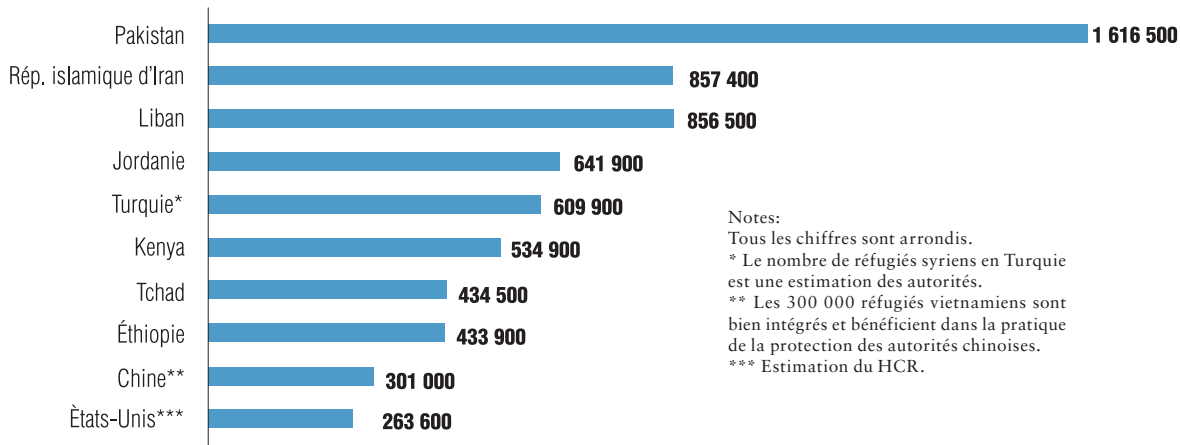
Accueillir les réfugiés



HCR / J. KOHLER

Le fait d'offrir sûreté et sécurité à des populations déracinées engendre à la fois des défis et des opportunités pour la nation qui les accueille. S'il n'est pas possible de rendre pleinement compte des contributions que font les pays hôtes lorsqu'ils accordent l'asile et l'hospitalité à des réfugiés, ce chapitre entend rendre hommage à la manière dont les pays hôtes soutiennent les efforts déployés par le HCR pour venir en aide à des personnes vulnérables touchées par les conflits ou les persécutions. Ce soutien est illustré par de nombreux exemples au fil des pages de ce rapport. ●●●

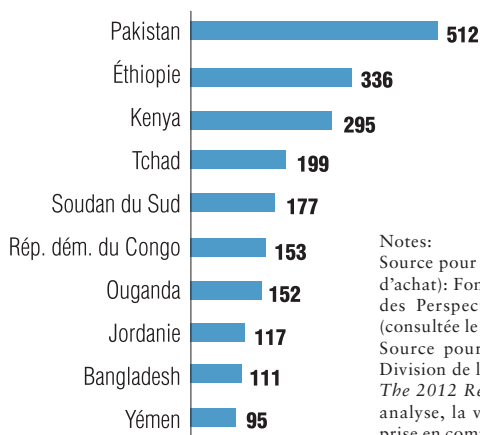
GRAPHIQUE 1 Principaux pays d'accueil des réfugiés - fin 2013



Notes:
Tous les chiffres sont arrondis.
* Le nombre de réfugiés syriens en Turquie est une estimation des autorités.
** Les 300 000 réfugiés vietnamiens sont bien intégrés et bénéficient dans la pratique de la protection des autorités chinoises.
*** Estimation du HCR.

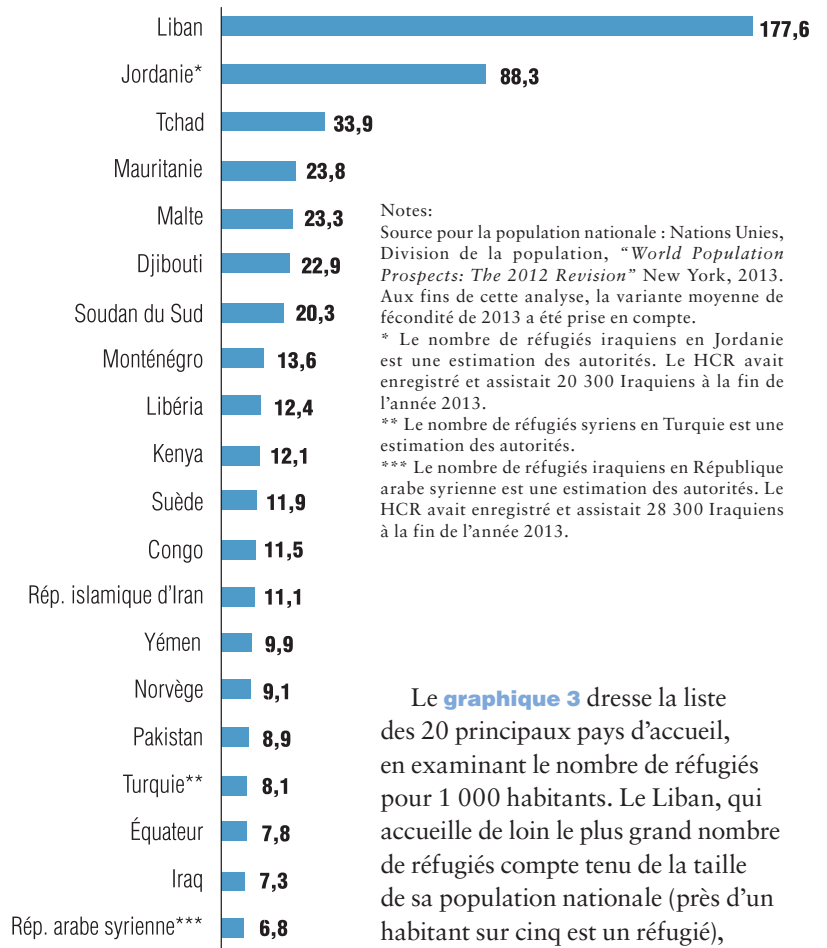
En 2013, huit des 10 pays accueillant les plus importantes populations de réfugiés étaient situés en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient, comme l'indique le **graphique 1**. Qui plus est, le **graphique 2** montre que les dix pays recevant le nombre le plus élevé de réfugiés, compte tenu de leur produit intérieur brut (PIB), se trouvaient dans des régions en développement. Les classements révèlent que les pays en développement continuent à accueillir un nombre considérable de réfugiés ; fin 2013, plus de 10 millions de réfugiés résidaient dans des régions en développement. Comme en 2012, le Pakistan a offert l'hospitalité à la plus importante population réfugiée au monde ; c'est également le pays où le nombre de réfugiés pour 1 dollar E.-U. de PIB par habitant a été le plus élevé.

GRAPHIQUE 2 Nombre de réfugiés pour 1 dollar E.-U. de PIB (PPA) par habitant - fin 2013



Notes:
Source pour le produit intérieur brut (à parité de pouvoir d'achat): Fonds monétaire international, Base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2014 (consultée le 16 avril 2014)
Source pour la population nationale : Nations Unies, Division de la population, "World Population Prospects: The 2012 Revision", New York, 2013. Aux fins de cette analyse, la variante moyenne de fécondité de 2013 a été prise en compte.

GRAPHIQUE 3 Nombre de réfugiés pour 1 000 habitants - fin 2013 (Réfugiés et assimilés réfugiés)



Notes:
Source pour la population nationale : Nations Unies, Division de la population, "World Population Prospects: The 2012 Revision" New York, 2013. Aux fins de cette analyse, la variante moyenne de fécondité de 2013 a été prise en compte.
* Le nombre de réfugiés irakiens en Jordanie est une estimation des autorités. Le HCR avait enregistré et assistait 20 300 Irakiens à la fin de l'année 2013.
** Le nombre de réfugiés syriens en Turquie est une estimation des autorités.
*** Le nombre de réfugiés irakiens en République arabe syrienne est une estimation des autorités. Le HCR avait enregistré et assistait 28 300 Irakiens à la fin de l'année 2013.

Le **graphique 3** dresse la liste des 20 principaux pays d'accueil, en examinant le nombre de réfugiés pour 1 000 habitants. Le Liban, qui accueille de loin le plus grand nombre de réfugiés compte tenu de la taille de sa population nationale (près d'un habitant sur cinq est un réfugié), arrive en tête de liste, suivi par la Jordanie, ce qui témoigne de l'impact de la crise en Syrie sur ces pays.

Pour des statistiques plus détaillées sur les réfugiés, veuillez consulter le rapport du HCR sur les *Tendances mondiales de l'asile* (publié à la fin du premier semestre 2014).

Les pays hôtes aident les réfugiés de mille et une façons, y compris de la manière la plus immédiate, en leur fournissant une aide vitale et des services essentiels pendant les crises et un fois que la phase d'urgence est passée.

Ces efforts consistent notamment à distribuer des articles de secours, à construire ou à rénover des infrastructures et à prendre en charge les frais administratifs, les coûts de personnel et les autres dépenses associées à la gestion des zones d'installation, des camps ou des autres structures d'hébergement. Avant même que le HCR et les autres organismes de secours n'arrivent sur les lieux, ce sont les communautés d'accueil qui, les premières, viennent en aide aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

Les États qui accueillent des réfugiés assument généreusement cette responsabilité et nombre d'entre eux le font pendant de longues années, ce qui se traduit par une lourde charge financière, ainsi que par des coûts économiques et sociaux dans plusieurs secteurs, dont l'hébergement, la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie et les infrastructures. Les services sont souvent débordés, en particulier dans les pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient qui accueillent aujourd'hui 86 pour cent de la population réfugiée de par le monde. En outre, 46 pour cent des réfugiés relevant du mandat du HCR vivent dans des pays où le PIB est inférieur à 5 000 dollars E.-U. par habitant, et dont les ressources sont déjà, dans certains cas, trop sollicitées. Pourtant, les pays hôtes laissent leurs frontières ouvertes et jouent un rôle crucial dans la protection et l'assistance des déplacés.

SÉCURITÉ ET PROTECTION

L'application d'une politique de la porte ouverte et l'octroi d'une protection internationale aux personnes qui fuient les persécutions et les conflits témoignent de la solidarité humanitaire des États et sont des principes fondamentaux

du droit international. En acceptant les réfugiés et les demandeurs d'asile sur leur sol et en leur garantissant un statut juridique ainsi que l'accès à des procédures de détermination de leur statut, les États protègent et sauvegardent leurs droits. La délivrance de papiers d'identité, d'actes d'état civil et de titres de voyage, ainsi que la mise en place de procédures d'enregistrement et de détermination du statut, permettent de prévenir les discriminations et les traitements arbitraires, y compris la détention. Le HCR se félicite de tels efforts et les encourage.

Parfois, le conflit ou les situations de violence généralisée s'étendent aux pays voisins, mettant de nouveau les réfugiés en danger et touchant les communautés d'accueil. Les États peuvent également craindre que la propagation des combats ou des tensions sur leur territoire ne déstabilisent la sécurité nationale. Dans pareilles situations, les autorités des pays d'accueil doivent souvent prendre des mesures pour renforcer la sécurité dans les camps de réfugiés et le long des zones frontalières, ainsi que dans les sites et centres de transit. Il leur arrive aussi de déployer des contingents de police ou de sécurité pour assurer la sûreté des habitants et maintenir l'ordre.

UN SOUTIEN ESSENTIEL

Une autre forme essentielle de soutien consiste à assurer l'accès des réfugiés aux services de santé ; de même, dans bon nombre de pays hôtes, les enfants de réfugiés sont intégrés au système d'éducation nationale – qu'ils soient inscrits dans des établissements publics ou qu'ils aillent à l'école dans les camps de réfugiés. Pourtant, pour les communautés d'accueil, les coûts associés à la mise à disposition de personnels, d'espaces et de moyens supplémentaires s'avèrent souvent considérables et soumettent les infrastructures et les services publics à une lourde charge.

Les États qui offrent l'asile allouent souvent des terrains pour les camps et les zones d'installation

de réfugiés, des logements dans les zones urbaines, ainsi que des terres agricoles. En outre, dans bon nombre de pays, les réfugiés ont accès aux réserves de bois de chauffe et aux points d'eau qui se trouvent à proximité des camps ou des zones d'installation. Ceci renforce leur autonomie et réduit leur dépendance à l'égard de l'assistance, mais ne réduit pas la pression exercée sur des systèmes déjà mis à rude épreuve. Si les besoins de toutes les personnes concernées ne sont pas pris en compte lors de la planification et de l'allocation des ressources, la concurrence pour des ressources rares, comme l'eau ou les pâturages, peut entraîner des dégradations environnementales, créer des tensions entre la communauté réfugiée et la communauté d'accueil et même produire d'autres déplacements.

COMPRÉHENSION ET ACCEPTATION

Dans certains pays, indépendamment de la situation économique, les peurs alimentées par les préjugés et les stéréotypes négatifs ont attisé un sentiment xénophobe et raciste à l'encontre des personnes qui relèvent de la compétence du HCR et des étrangers en général. Le HCR travaille en étroite coopération avec les gouvernements de pays d'accueil autour du monde pour mieux faire comprendre la situation des réfugiés et pour encourager la collectivité à les accepter, tout en soulignant combien leur apport peut être enrichissant pour les sociétés où ils ont trouvé

refuge et hospitalité. L'action de communication et de sensibilisation de l'Organisation vise en grande partie à diffuser des messages de ce type et à encourager des solutions.

Selon une idée très répandue, la présence d'un grand nombre de réfugiés dans un pays entraînerait des problèmes socio-économiques ; pourtant, c'est le contraire qui peut se produire, surtout à long terme. Au niveau local, les nouveaux marchés, ainsi que les nouvelles structures ou relations commerciales résultant de cette présence peuvent profiter aussi bien à la communauté déplacée qu'à la communauté d'accueil.

Si les sociétés d'accueil contribuent de manière positive au bien-être des réfugiés à l'échelon local, comme en témoignent maints exemples remarquables, il n'en reste pas moins essentiel de promouvoir la conciliation et la coexistence pacifique entre les réfugiés, les autorités locales et les communautés hôtes. Il est indispensable de renforcer l'intégration des réfugiés pour éviter que leur présence ne perturbe les équilibres locaux, en particulier dans les lieux où les ressources sont déjà limitées. Le HCR appuie des projets et des interventions qui bénéficient à la fois aux réfugiés et aux populations locales, de manière à encourager la résistance et la cohésion sociale et en vue de renforcer la protection.

Déterminé à optimiser l'impact positif que les réfugiés peuvent produire sur une société et sur son économie, en particulier lorsqu'ils

sont libres de leurs mouvements et ont accès à des terres ainsi qu'au marché du travail, le HCR insiste sur la nécessité de prendre des mesures qui encouragent l'autosuffisance. Les partenariats avec les acteurs du développement jouent un rôle majeur en donnant aux personnes qui relèvent de la compétence de l'Organisation la possibilité de trouver des moyens d'existence et de conquérir leur indépendance économique.

RECHERCHE DE SOLUTIONS

Les réfugiés qui ne peuvent envisager de regagner leur pays d'origine sont parfois obligés de rester pendant des années en exil. Il arrive que, dans ces situations, les pays d'accueil offrent l'asile à des générations successives de réfugiés. Conscient de cet état de fait, le HCR fait campagne pour que la communauté internationale témoigne de manière soutenue sa solidarité et sa volonté d'assumer une partie des charges pendant que la recherche de solutions durables se poursuit.

Les réfugiés souhaitent, dans leur très grande majorité, rentrer dans leur pays lorsque les conditions nécessaires à leur sécurité seront réunies. L'hospitalité et l'aide généreuses que les gouvernements et les communautés des pays d'accueil offrent, en attendant que ce soit le cas, aux populations réfugiées de par le monde, méritent d'être saluées sans relâche. ■

Sans tambour ni trompette, des Libanais accueillent des dizaines de milliers de réfugiés syriens chez eux

Version adaptée d'une chronique d'actualité du HCR

4 MARS 2013



HCR / R. KNUPPER

Installés dans un abri élevé dans le jardin d'une famille d'accueil libanaise, des réfugiés syriens bénéficient d'une généreuse hospitalité.

SAOUIRI, Liban, mars 2013 |

Alors que les Syriens sont de plus en plus nombreux à affluer au Liban, des milliers de familles accueillent sans tambour ni trompette ces visiteurs inattendus chez elles, de sorte que la population de nombreux villages du gouvernorat de la Bekaa est en forte augmentation.

Depuis que le conflit a éclaté en Syrie, en mars 2011, plus de 320 000 civils syriens se sont enregistrés comme réfugiés ou ont déposé une demande en ce sens dans un pays qui compte à peine 4,5 millions d'habitants. Selon les autorités, le Liban accueille environ 1 million de Syriens, dont des travailleurs migrants qui ont été rejoints par leur famille.

Un tel afflux a fait peser une charge économique et sociale considérable sur un pays dont la surface fait le quart de celle de la Suisse. Mais partout dans cette région frontalière de l'est du Liban, des gens comme Faddeyah et son mari Ali Abou ont ouvert leurs portes et partagé leurs maigres ressources avec les familles traumatisées.

Faddeyah et Ali Abou vivent dans une modeste maison du village de Saouiri et n'ont qu'une seule pièce libre, qu'ils ont généreusement offerte à des réfugiés syriens sans ressources peu de temps après que les combats ont éclaté de l'autre côté de la frontière. Les besoins en matière de logement sont devenus si criants qu'ils ont fini par accueillir trois familles qui avaient fui Damas. Au début, les trois familles s'entassaient dans cette même pièce mais c'était tout bonnement invivable : le partenaire du HCR, le Conseil danois pour les réfugiés, a donc monté deux maisons préfabriquées dans le jardin de Faddeyah.

Bon nombre d'habitants du village ont fait preuve de la même générosité et du même sens de l'hospitalité que Faddeyah et son

mari. Les familles d'accueil de Saouiri hébergent environ 500 familles syriennes, soit 3 000 personnes. Les nouveaux arrivants ont fait grossir la population d'environ 40 pour cent.

Les bâtiments publics sont également utilisés pour loger des réfugiés. Le Gouvernement, avec le concours du HCR et d'autres partenaires, continue à rechercher d'autres bâtiments publics vides, susceptibles d'être rénovés et reconvertis en centres collectifs, pour y loger beaucoup d'autres familles syriennes arrivant au Liban. ◦